

gestion, l'autorité et l'unité grandissantes de l'Europe occidentale, et les avantages et les atouts particuliers du Canada.

Le grand pont qui nous a reliés à l'Europe a été notre contribution à l'Alliance de l'Atlantique Nord. Cette contribution a supposé le stationnement de milliers de soldats canadiens en Allemagne, des soldats qui ont risqué chaque jour leur vie pour la défense de la liberté. Cette contribution canadienne ne peut vraiment être ni remplacée ni égalée.

Cette contribution militaire est appelée à perdre de l'importance. Son déclin n'en sera pas un que nous regretterons parce qu'il témoignera de l'atténuation des tensions Est-Ouest qu'on souhaitait depuis longtemps et qui résulte de la nouvelle politique étrangère soviétique, de la dissolution du contrôle soviétique sur l'Europe de l'Est ainsi que des réductions, unilatérales et négociées, qui ont été effectués dans les forces conventionnelles et nucléaires. Nous passons enfin d'une paix partielle et artificielle à une paix globale et plus naturelle, à un climat de paix où les intentions deviennent bienveillantes et où les capacités sont réduites au point qu'une attaque surprise n'est plus possible.

Ce processus et cette réalité ne peuvent que nous réjouir. Ce qui a commencé doit continuer, et une solide structure doit être érigée pour appuyer une sécurité durable au niveau d'armements conventionnels et nucléaires le plus bas possible. Cela ne se fera ni soudainement ni facilement, mais c'est maintenant un objectif réaliste.

Il semble paradoxal que le succès même de l'OTAN exige que l'Alliance se renouvelle. Mais en fait, la chose est facile à comprendre. Une organisation dont le rôle premier a été de nous défendre contre une agression plausible doit réexaminer son rôle lorsqu'une telle agression devient moins plausible. Dans ces circonstances, il n'est que naturel que l'OTAN assume un rôle plus politique, un rôle qui refléterait la nouvelle réalité européenne et une mission militaire en déclin.

C'est un changement qui est pleinement appuyé par le Canada et qui répond aux intérêts canadiens. Mais il ne suffit pas de déclarer tout simplement que l'OTAN doit se politiser davantage. L'OTAN ne deviendra une

instance favorisant davantage le dialogue que si elle est utilisée à cette fin par tous ses membres, européens et nord-américains. L'OTAN ne peut être déclarée plus politique; elle doit être rendue plus politique.

La pertinence future de l'OTAN dépendra largement de la mesure dans laquelle elle adoptera, reflétera et recherchera une définition plus large de la sécurité. La sécurité doit devenir coopérative plutôt que compétitive. Le temps du jeu à somme nulle est révolu. Encore plus que par le passé, l'OTAN doit rechercher la sécurité par le contrôle des armements, et avec autant de vigueur qu'elle a recherché la sécurité par l'armement.

L'OTAN doit revoir rapidement et globalement tous les aspects de sa stratégie nucléaire et conventionnelle. Il est peu sensé de conserver des armes nucléaires dont les seuls objectifs peuvent être nos nouveaux amis en Pologne, en Tchécoslovaquie et en Allemagne de l'Est. Il est peu sensé de maintenir une stratégie militaire fondée sur un scénario d'attaque surprise sur un front qui n'existe plus et où la surprise n'est plus possible. Et il est peu sensé de retenir en Europe le plus gros contingent militaire qu'ait connu le monde en temps de paix.

Je ne veux pas nier la nécessité permanente de prudence et de stabilité militaire en cette période de changement historique. Douze mois n'effacent pas les leçons de l'Histoire. Il existe une possibilité d'instabilité, et les capacités militaires soviétiques restent substantielles. Par conséquent, un solide mandat militaire pour l'OTAN reste valable, et l'engagement nord-américain envers l'Europe que représente la présence de militaires canadiens et américains sur ce continent reste essentiel alors que nous tentons d'atteindre la stabilité stratégique à des niveaux d'armements sensiblement moins élevés.

Mais l'OTAN ne peut pas être vue comme un obstacle à la paix qu'elle a si bien préservée pendant plus de 40 ans. Si elle n'exerce pas de leadership, l'Organisation perdra sa légitimité cruciale en Europe. L'OTAN sera alors vue non pas comme une partie de la solution, mais plutôt comme une partie du problème.

Il est important que l'OTAN s'engage encore plus activement dans le dynamique dialogue sur la sécurité qui vient d'être engagé entre l'Est et l'Ouest. Ces

questions de sécurité touchent les intérêts de l'OTAN comme ceux de ses membres. L'Alliance devrait se tourner vers l'extérieur pour accueillir ses anciens adversaires et nouveaux amis.

À cette fin, on pourrait envisager sans tarder d'inviter le ministre des Affaires étrangères de l'Union soviétique à rencontrer régulièrement les ministres des Affaires étrangères de l'OTAN. Il pourrait de même être utile d'établir un dialogue direct et constant entre l'Alliance occidentale et l'URSS.

Dans le domaine du contrôle des armements et du désarmement, l'OTAN devrait renforcer sa capacité et son rôle au titre des activités de vérification et d'établissement de la confiance. Des forces multinationales spécifiquement affectées à cette fin pourraient être déployées sur le terrain. L'OTAN devrait aussi envisager l'établissement d'un Centre de la vérification qui serait chargé de coordonner ces activités.

De plus, dans le contexte du réexamen de sa stratégie militaire, l'OTAN devrait abandonner une défense avancée rigide en faveur d'une approche plus souple impliquant des unités mobiles, qui intégreraient possiblement des forces de nature multinationale. La nouvelle position militaire de l'OTAN devrait viser à réduire le plus possible les niveaux des forces et à favoriser le plus possible la stabilité. Nous voulons réduire l'insécurité à l'Est.

Mais l'OTAN, malgré sa valeur permanente, a ses limites — qui s'enracinent dans son mandat et dans sa composition. Il existe d'autres institutions dont le rôle doit être valorisé et renouvelé pour leur permettre de contribuer utilement à l'élaboration d'un nouveau système européen. Et c'est là que le Canada doit aussi concentrer ses efforts.

Il y a d'abord la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe dont les membres représentent l'Europe, l'Amérique du Nord et l'Union soviétique, et dont le mandat englobe aussi bien les questions politiques, économiques et de sécurité que les droits de la personne et les droits sociaux.

Les principes enchâssés dans les accords que la Conférence a précédemment conclus ont fourni les perspectives et les critères qui ont contribué à inspirer les braves démocrates de l'Europe de l'Est. Le rôle de la CSCE doit maintenant être